

**L'alternative de fuite intérieure, une barrière au
statut de réfugié?**

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR

JADIKI KASHALE

Avril 2006

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	Erreur ! Signet non défini.
RÉSUMÉ	iii
INTRODUCTION	Erreur ! Signet non défini.
1. LA PROTECTION SOUS LE COUVERT DE L'ALTERNATIVE DE FUITE INTÉRIEURE...	Erreur ! Signet non défini.
1.1 La fuite intérieure, une alternative sous entendue dans la Convention de Genève ?	5
1.1.1 L'objet du droit des réfugiés : la protection	Erreur ! Signet non défini.
1.1.1.1 Protection initiale limitée, suivie d'une portée géographique universelle	Erreur ! Signet non défini.
1.1.1.2 Une portée restreinte dans le Nord, mais élargie dans le Sud	Erreur ! Signet non défini.
1.1.2 La fuite intérieure se déduit-elle de la Convention?	Erreur ! Signet non défini.
1.1.2.1 La position du HCR et des principaux courants doctrinaux .	Erreur ! Signet non défini.
A) La source du débat : la position officielle du HCR.....	23
B) Les courants doctrinaux.....	26
1.1.2.2 La confusion dans les critères d'application	32
1.2 L'alternative de fuite intérieure au fil des droits nationaux ..	Erreur ! Signet non défini.
1.2.1 L'absence de l'AFI.....	46
1.2.1.1 Une prospérité économique génératrice d'une certaine ouverture	Erreur ! Signet non défini.

1.2.1.2	Les tendances des admissions anciennes	Erreur ! Signet non défini.
1.2.2	L'émergence de l'AFI	Erreur ! Signet non défini.
1.2.2.1	Un monde où règne la diversité	Erreur ! Signet non défini.
1.2.2.2	Des tendances jurisprudentielles nouvelles	55
2.	LA FUITE INTÉRIEURE, UNE ALTERNATIVE OU UNE BARRIÈRE?	66
2.1	La protection par l'État	66
2.1.1	Le rôle de l'État comme légitimation de l'AFI	68
2.1.1.1	La conception classique : l'État comme principal garant de protection et son impact sur l'AFI	69
2.1.1.2	La communauté internationale : réelle force de protection ou simple protection subrogée ?	76
2.1.2	Des paramètres incontournables	88
2.1.2.1	Le véritable « protégé » : l'État d'accueil ou le réfugié?	88
2.1.2.2	Le véritable « protégé » et l'orientation de l'interprétation de la Convention	96
2.2	L'alternative de fuite intérieure, une réalité nécessaire?	99
2.2.1	La raison d'être de la doctrine dite de l'AFI	99
2.2.1.1	L'obstacle du non-refoulement	101
2.2.1.2	Le conflit d'intérêt « refuge / accueil »	108
2.2.2	La transformation des enjeux et la pertinence de la Convention	112
2.2.2.1	Les réfugiés d'aujourd'hui	114
2.2.2.2	La protection de demain	117
	CONCLUSION	128

SOURCES ET RÉFÉRENCES..... 136

RÉSUMÉ

Le présent travail vise à déterminer si la doctrine dite de l'alternative de fuite intérieure (AFI) constitue une alternative de fuite appropriée ou simplement une barrière que le réfugié doit franchir pour être protégé en Occident. La méthode de travail choisie consiste en une étude jurisprudentielle et doctrinale, portant principalement sur l'Australie, le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni. Il s'agit d'une étude qualitative.

L'AFI n'a pas toujours fait partie de la doctrine et de la jurisprudence relative à la *Convention de Genève du 28 juillet relative au statut des réfugiés* (Convention). C'est seulement dans les années quatre-vingt, lorsque l'Occident se transforme en « forteresse », que l'AFI apparaît. Pourquoi ? Elle est utilisée pour refuser l'asile à des demandeurs qui risquent la persécution du sens de la Convention dans au moins une partie de leur pays, mais qui pourraient, selon l'État d'accueil, être protégés dans une autre zone de leur territoire national.

Parce que l'interprétation des documents internationaux est bien souvent influencée par la situation dans laquelle les États se trouvent, il importe de déceler les circonstances dans lesquelles se trouvent les pays occidentaux (les seuls à appliquer l'AFI) lorsque la plupart d'entre eux décident d'interpréter la Convention différemment de l'interprétation donnée pendant plus de trente ans. En fait, il s'agit plutôt d'une hypothèse : l'interprétation de la Convention par les États serait étroitement liée aux circonstances économiques et politiques dans lesquelles ils se trouvent, tant au plan interne qu'international. Cette situation expliquerait le recours à la doctrine dite de l'AFI.

Il ressort de la mise en œuvre de l'AFI que les mêmes critères peuvent être utilisés aussi bien pour reconnaître que pour rejeter la possibilité d'une protection nationale. La doctrine dite de l'AFI est également utilisée dans des procédures destinées à rejeter les demandes sans qu'elles soient analysées sur le fond. Ces deux facteurs, ainsi que le contexte dans lequel l'AFI fait son émergence ne permettent pas d'affirmer que cette doctrine a pour objectif principal d'assurer la protection interne du demandeur d'asile.

Toutefois, de nos jours, ce constat à lui seul ne permet pas de soutenir que l'abolition de l'AFI permettrait une meilleure protection des réfugiés, car les pays d'accueil sont plus que jamais déterminés à empêcher l'accès sur leur territoire. Si des critères appropriés de protection étaient appliqués, l'AFI pourrait permettre un compromis entre les intérêts opposés des pays d'accueil et ceux des réfugiés.

